

France-Allemagne

La grande désillusion

Axel Gyldén

Depuis le non français à la Constitution européenne et l'arrivée au pouvoir d'Angela Merkel, les divergences du couple franco-allemand, qui se retrouve aujourd'hui à Berlin, apparaissent au grand jour. Le moteur de l'Union tourne-t-il toujours? Outre-Rhin, on s'en soucie de moins en moins...

Pour s'entendre dire ses quatre vérités, rien de mieux qu'un ami proche. Andreas Schockenhoff en est un. Francophone, francophile, président du groupe d'amitié interparlementaire franco-allemand, ce député chrétien-démocrate (CDU) est sans doute, outre-Rhin, l'un des meilleurs connaisseurs de la société française. Son avis mérite donc attention. «Depuis le 29 mai 2005, la France est entrée dans une espèce de fin de règne, dit-il dans son bureau berlinois, proche de la porte de Brandebourg. Jacques Chirac avait certainement imaginé qu'il pourrait transformer le référendum sur la Constitution européenne, en cas de victoire du oui, en rampe de lancement pour sa candidature présidentielle. De ce point de vue, il a carrément échoué. Une ère se termine et une grande carrière politique s'achève... Par conséquent, ne comptez pas sur moi pour critiquer votre président de la République.»

Charitable ou, comme on voudra, accablante, cette manière de dire qu'on ne tire pas sur une ambulance masque difficilement la déception qui, ces jours-ci, s'exprime à mots à peine couverts dans la classe politique allemande. «Au sein de la CDU, le parti d'Angela Merkel, ceux qui reprochent à Jacques Chirac de n'avoir pas suffisamment, et mal, défendu la cause européenne se recrutent par dizaines», affirme Stefan Martens, professeur de civilisation allemande à l'université de Bordeaux III.

A l'approche, le 23 mars, à Bruxelles, du deuxième sommet européen de l'ère Merkel, le président français apparaît pour le moins démonétisé. Par contrecoup, un profond déséquilibre s'est installé au sein du couple franco-allemand. Car, en mai 2005, quelques jours avant le référendum français, le projet de Constitution européenne a été ratifié outre-Rhin à une écrasante majorité par la voie parlementaire. Au Bundestag, 95% des députés ont voté en faveur du texte. Et au Bundesrat, 15 Länder sur 16 l'ont adopté. Entre Paris et Berlin, il y a une vraie différence de tempo. Incapable de s'exprimer d'une même voix sur l'avenir de l'Europe, le couple franco-allemand est devenu indéniablement dissonant. C'est un problème de fond, dont la classe politique française commence seulement à prendre la mesure: depuis le 29 mai 2005, la voix de la France est inaudible en Europe. «Il est certain que le non français oblige notre pays à une certaine réserve dans la prise de parole», note l'eurodéputé Jean-Louis Bourlanges (UDF). Certains hauts fonctionnaires allemands expriment les choses plus crûment: «Chirac est devenu le canard boiteux de l'Europe, dit l'un d'eux. En Allemagne, tout le monde s'attendait à ce que, après l'échec du référendum, il démissionne, à la manière d'un de Gaulle. Il ne l'a pas fait. Résultat, lors de rencontres européennes, il n'est plus crédible. D'autant que la mise en scène monarchique de son pouvoir et sa rhétorique pompeuse nous paraissent de plus en plus ridicules. Dans la coulisse, nombreux sont les Allemands qui pouffent dès que la délégation française a tourné les talons.»

Un autre événement majeur est intervenu six mois seulement après le non français: l'entrée en fonction, à Berlin, d'une grande coalition de gouvernement. L'avènement d'Angela Merkel à la chancellerie a créé une onde de choc en France. En seulement cent jours, la nouvelle chancelière, avec son style modeste, a imposé sa griffe, étonné le monde et séduit les médias. C'est l'état de grâce en Allemagne, où elle recueille 80% d'opinions favorables. Si un scrutin avait lieu dimanche, la démocratie chrétienne frôlerait la majorité absolue des sièges au Bundestag. Cerise sur le gâteau, un climat d'optimisme s'est soudain installé dans le pays en raison de l'«effet Coupe du monde de football», laquelle débutera le 9 juin à Berlin. Bref, avec la France morose et désabusée de 2006, qui a perdu l'organisation des Jeux olympiques de 2012, le contraste pourrait difficilement être plus fort.

En novembre 2005, à la veille de la prise de fonction de la chancelière allemande, la perplexité française était directement palpable. Une grave question agitait alors le petit monde du Quai d'Orsay: Angela Merkel choisirait-elle, pour son premier déplacement officiel, de se rendre à Paris, conformément à une tradition solidement ancrée? Ou s'envolerait-elle d'abord pour Londres, voire pour Varsovie, comme on l'avait d'abord craint? Finalement, sur les conseils des barons chrétiens-démocrates de la CDU, la chancelière s'est pliée à la coutume. Et, sur le perron de l'Elysée, Jacques Chirac a pu faire la démonstration de son art du baise-main - pratique un tantinet désuète - ce qui a, semble-t-il, beaucoup amusé «la gamine», comme l'appelait Helmut Kohl, parvenue au sommet du pouvoir. Si Angela Merkel a tenu à confirmer symboliquement l'importance de l'axe franco-allemand, chacun a cependant compris qu'elle serait moins facile à manoeuvrer que ses prédécesseurs, qu'il s'agisse de Gerhard Schröder, de Helmut Kohl ou de Helmut Schmidt. «A Washington, Moscou, Pékin, Londres ou Paris, Mme Merkel dit ce qu'elle pense et ce qu'elle veut, y compris sur les droits de l'homme, observe Heiko Engelkes, auteur de König Jacques, Chiracs Frankreich (Le Roi Jacques, la France de Chirac), aux éditions Aufbau-Verlag (Berlin), et ancien correspondant de la chaîne de télévision ARD à Paris. Son francparler, inhabituel à ce niveau, dérouta les milieux diplomatiques. Ce qui n'empêche pas la chancelière de démontrer sa grande habileté: la manière prudente dont elle a commenté les récentes déclarations de Jacques Chirac, pourtant vivement critiquées en Allemagne, sur l'éventuelle utilisation d'armes nucléaires contre des organisations terroristes prouve qu'elle comprend l'importance d'une bonne relation avec la France et qu'elle sait où se situent les rapports de forces.»

Reste que, pour tracer des perspectives d'avenir, Angela Merkel aurait besoin d'un interlocuteur en France. Or Jacques Chirac est tenu pour un homme du passé. Dans l'année qui vient, la France sera en campagne électorale et vivra repliée sur elle-même. La chancelière devra donc se borner à évaluer le potentiel germano-compatible des présidentiables français. Ségolène Royal? Son principal défaut est de n'avoir jamais formulé d'idées personnelles sur l'Allemagne... où elle est d'ailleurs une parfaite inconnue. Dominique de Villepin? Son approche du lien franco-allemand paraît un peu convenue. Mais l'idée prédomine que son élection ne serait pas préjudiciable à l'Allemagne. Nicolas Sarkozy? Son service de presse a popularisé l'idée qu'il s'entendait «formidablement bien» avec Angela Merkel, mais son patriotisme économique, du temps où il était à Bercy, a laissé un souvenir plutôt négatif outre-Rhin. Ministre de l'Economie et des Finances au printemps 2004, il avait alors activement contribué à bloquer le rachat du français Alstom par l'allemand Siemens. Or, aujourd'hui, le conseiller économique d'Angela Merkel, Heinrich von Pierer, n'est autre que... l'ancien PDG de Siemens. Il a, dit-on, plutôt mal digéré l'échec de la fusion industrielle.

Les bureaucrates prennent le pouvoir

A la vérité, un certain protectionnisme gaulois agace les milieux d'affaires tant rhénans que bavares. Et le ministre fédéral de l'Economie, Michael Glos, l'a fait clairement savoir avant l'ouverture, mardi 14 mars, du Conseil des ministres franco-allemand. Les tentatives françaises actuelles de protéger le marché hexagonal des visées étrangères sont «contraires au droit européen» et «vouées à l'échec», a pour sa part répété, vendredi 3 mars, sur les ondes de la BBC, le ministre de la chancellerie (sorte de chef du cabinet de Mme Merkel), Thomas de Maizière, en oubliant un peu vite qu'en matière de protectionnisme l'Allemagne elle-même n'est pas en reste comme le montrent les «affaires» Volkswagen ou Deutsche Börse: «C'est une vieille tradition française qui ne durera pas, avait-il insisté. Cela peut toujours servir jusqu'aux prochaines élections en France, mais ce n'est pas une stratégie de long terme à l'heure de la mondialisation. On peut construire des murs en espérant qu'ils tiendront, mais ils ne tiendront pas...»

Au-delà des questions de personnes, des divergences de fond opposent la France et l'Allemagne, en particulier sur la manière de remédier à la crise européenne née de l'après-29 mai. Nicolas Sarkozy a déclaré unilatéralement la «mort» de la Constitution. Mais Angela Merkel répète, au contraire, que les Français doivent respecter le oui des autres pays autant que ceux-ci respectent le non français et néerlandais. La chancelière entend que le processus de ratification se poursuive dans les 10 pays sur 25 qui n'ont pas encore entamé la procédure d'adoption de la Constitution afin de mesurer le vrai rapport de forces européen entre «nonistes» et partisans du oui.

De la même manière, l'idée chiraquienne de créer une «Europe des projets» n'a pas suscité l'enthousiasme escompté. Il s'agit, explique-t-on au palais de l'Elysée, de «retricotier» la confiance en démontrant aux Européens que l'Union est capable de concrétiser des vrais projets avec des résultats visibles dans des domaines tels que l'innovation, la recherche ou la défense. «Cette proposition n'a pas vraiment convaincu, remarque Martin Koopmann, spécialiste des relations franco-allemandes à l'institut de recherche DGAP. Le discours prononcé sur ce thème par Dominique de Villepin à l'université Humboldt, à Berlin, le 18 janvier dernier, a été jugé faible. Pour une raison simple: tout le monde sait que l'Union européenne traverse une crise profonde et que cette "Europe des projets" n'est pas à la hauteur des problèmes du moment.»

Autre point de désaccord: l'idée, lancée par Nicolas Sarkozy, d'un directoire européen composé d'un noyau dur de six grands pays. «C'est l'exemple même du concept - les grands commandent les petits - auquel les Allemands sont allergiques», estime, désenchanté, Stefan Martens. Allemands et Français ne sont plus sur la même longueur d'onde, souligne-t-il: «De quoi ont donc pu convenir le socialiste François Hollande et son alter ego du SPD, Matthias Platzeck, lorsqu'ils se sont rencontrés à Berlin, le 27 février dernier, sachant que le premier est farouchement opposé à la directive Bolkestein et que le second y est plutôt favorable?»

Que le couple franco-allemand ne parvienne plus à dialoguer convenablement n'est pas le moindre des paradoxes. Jamais dans l'histoire des deux pays, en effet, les contacts et les échanges à tous les niveaux n'ont été aussi étroits qu'aujourd'hui. L'imbrication économique des deux voisins, premiers investisseurs et premiers partenaires commerciaux l'un chez l'autre, est sans équivalent en Europe. Au niveau humain, aussi, des résultats considérables ont été atteints grâce, notamment, à 2 500 jumelages de communes. Depuis plus de quarante ans, 7 millions de jeunes Français et Allemands ont séjourné en stage linguistique

dans le pays frontalier grâce à l'appui de l'Office franco-allemand de la jeunesse (Ofaj).

A l'échelon politique, la relation bilatérale a été renforcée à partir de 2003 à l'occasion du 40e anniversaire du traité de l'Elysée, signé en 1963 par le général de Gaulle et Konrad Adenauer. Il revêt aujourd'hui une ampleur insoupçonnée. Désormais, le président français et le chancelier allemand se rencontrent en tête à tête toutes les six semaines dans le cadre de rencontres informelles dites «de Blaesheim», tandis que des Conseils des ministres franco-allemands réunissant la totalité des deux gouvernements sont organisés deux fois par an. De plus, tous les directeurs et sous-directeurs des grandes administrations de l'Etat sont censés entretenir des contacts permanents avec leurs homologues. A Matignon, un diplomate allemand remplit la fonction d'agent de liaison et occupe un bureau. Quant aux jeunes diplomates en début de carrière, leur premier stage d'un mois se déroule obligatoirement, de part et d'autre du Rhin, au sein du ministère des Affaires étrangères du pays partenaire.

Mais y a-t-il un vrai «désir d'Allemagne»?

L'ensemble de ce dispositif est certes impressionnant. Hélas! tout se passe comme si la relation franco-allemande avait quitté la sphère politique pour devenir l'affaire des techniciens et des bureaucrates. «Il manque un souffle, tranche Edouard Husson, auteur d'Une autre Allemagne (Gallimard). Sur les grandes questions, le couple franco-allemand est absent. Face aux défis de la mondialisation, chacun joue "perso", alors qu'il faudrait élaborer une stratégie concertée pour contrecarrer la puissance de la Chine et des Etats-Unis.» Mais y a-t-il, de la part de la France, un sincère «désir d'Allemagne»? Non, répond sans hésiter Béatrice Angrand, qui publie le 26 avril prochain un plaisant livre (Allemagne: idées reçues, éd. le Cavalier bleu) qui passe en revue les poncifs généralement associés aux Allemands, supposés être écolos, sans raffinement, nazis potentiels, attachés au deutsche Mark ou encore nostalgiques de la RDA. «La panne du couple franco-allemand est un échec sociétal, regrette-t-elle. S'il était porté par la société et s'il existait une pression des électeurs sur leurs dirigeants, ce couple aurait donné naissance à davantage de projets à usage citoyen. Or, en dehors de la chaîne de télévision Arte, créée en 1991, et du manuel d'histoire franco-allemand, à paraître à la rentrée de septembre prochain, le grand public n'a pas grand-chose à se mettre sous la dent.»

Preuve ultime de leur méconnaissance du monde germanique: les Français ignorent généralement que le désintérêt des Allemands pour la France est au moins aussi considérable que le leur pour l'Allemagne. Au risque de heurter l'ego tricolore, Frank Baasner, directeur du vénérable Institut franco-allemand (DFI) - l'une des meilleures sources documentaires sur les relations bilatérales, situé à Ludwigsburg - confirme: «Surtout, ne vous laissez pas abuser par les statistiques du tourisme. En dépit d'une connaissance superficielle acquise pendant les périodes de vacances, la France ne fait plus vraiment rêver les jeunes Allemands. Il est révolu le temps où le Paris de Jean-Paul Sartre nous fascinait.

Maintenant, les destinations qui font fantasmer nos enfants s'appellent Australie, Etats-Unis, Espagne ou Scandinavie.»

Au fond, ce n'est pas le couple franco-allemand qui a changé mais le monde autour de lui. Le mur de Berlin est tombé, les forces d'occupation alliées (Etats-Unis, Grande-Bretagne, France) ont quitté le territoire, l'Europe s'est agrandie. Et l'Allemagne prend son destin en main. Autrefois, pendant la guerre froide, elle acceptait que la France conserve la suprématie diplomatique pendant qu'elle-même ne s'occupait que d'économie. Aujourd'hui,

elle entend redéfinir son rôle sur le Vieux Continent. «D'une part, l'Allemagne souhaite établir une équidistance entre tous ses grands partenaires, telles la Grande-Bretagne, la Pologne ou la France, explique Hans Stark, chercheur à l'Institut français des relations internationales (Ifri). D'autre part, elle se voit comme le médiateur capable de faire la synthèse avec les petits pays comme le Danemark, les républiques baltes ou l'Autriche.»

Pour mesurer le changement qui s'opère, il suffit de se rendre à Dresde, à l' «extrême orient» de l'Allemagne. Ici, c'est la Mitteleuropa. Prague n'est qu'à 150 kilomètres. Et si les tours de la cathédrale de Cologne font partie du même univers mental, on a du mal à se représenter celles de Notre-Dame de Paris. Quand il parle de l'Hexagone, Raimund Grafe, politologue francophone et conseiller auprès du gouvernement du Land de Saxe, s'exprime avec une pointe de nostalgie, comme s'il évoquait un monde lointain. «Cela fait si longtemps que je ne suis pas allé en France! Et quel dommage que le centre culturel français de Dresde ait fermé ses portes voilà trois ou quatre ans! ...» «Ah, la France... Il faut la remercier d'avoir aidé l'Allemagne à intégrer le monde occidental après la guerre. Mais, maintenant que s'est concrétisé ce rêve et que la réconciliation est acquise, l'heure est à un nouveau chapitre.» Certes, mais qui est prêt à l'écrire?...

Post-scriptum

Après l'Autriche, puis la Finlande à partir du 1er juillet, la présidence tournante de l'Union européenne reviendra à l'Allemagne pour six mois à partir du 1er janvier 2007.